

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

PROCEDURE

Accord-cadre à bons de commande, multi-attributaires de travaux, passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-1 à -5, R.2162-1 à -6 et R.2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Maître de l'ouvrage
Etat – Ministère des Armées

Conducteur d'opération
Service d'infrastructure de la Défense

OBJET DU MARCHE

DIDPPT25007

**POLYNESIE FRANCAISE – IMMEUBLE DES FORCES DE SOUVERAINETE, DE
LA GENDARMERIE NATIONALE ET LOGEMENTS DOMANIAUX –
ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE MULTI-ATTRIBUTAIRES POUR LA
REALISATION DE TRAVAUX DE DESAMANTAGE EN SS3 ET SS4 ET DE
RETRAIT PLOMB AU PROFIT DES FORMATIONS STATIONNEES DANS LES
EMPRISES MILITAIRES ET DOMANIALES**

CONTRAT SENSIBLE

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET INTERVENANTS.....	8
1.1	Définition des prestations	8
1.2	Désignation des intervenants	8
1.2.1	Délégation des attributions de RPA.....	8
1.2.2	Maîtrise d'œuvre	9
1.2.3	Autres intervenants.....	9
2	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	10
2.1	Forme de l'accord-cadre.....	10
2.2	Allotissement	10
2.3	Tranche(s)	10
2.4	Phase(s)	10
2.5	Prestations similaires.....	10
2.6	Clause d'exclusivité – Limites de prestations	11
2.7	Reconduction.....	12
3	CONFIDENTIALITE – PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES – mesure de sÉcurité....	12
3.1	Conservation des documents remis par le RPA.....	12
3.2	Dispositions particulières de contrôle et d'accès.....	12
3.2.1	Protection du secret de la défense nationale	12
3.2.2	Contrôle de sécurité des personnes physiques, autorisations administratives	12
3.2.3	Contrôle des accès	13
4	MODALITES DE DEFINITION DES BESOINS.....	13
5	FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES, DOCUMENTS ET INFORMATIONS	14
5.1	Communication des titulaires	14
5.1.1	Forme et teneur des projets de commandes.....	14
5.1.2	Réserves de la part d'un titulaire	14
5.2	Communication aux titulaires	14
5.2.1	Ordres de service	15
5.2.2	Forme et notification des commandes.....	15
6	MODALITE DE REPARTITION DES BONS DE COMMANDE	16
7	CONDITIONS DE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	16
7.1	Désignation des sous-traitants	17
7.2	Demande de paiement du sous-traitant	17
8	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	18
8.1	Pièces particulières	18
8.2	Pièces générales	18
9	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	18
9.1	Caractéristiques des prix	18

9.2	Contenu des prix.....	19
9.2.1	Les prix tiennent compte des sujétions d'exécution suivantes.....	19
9.2.2	Les prix ne tiennent pas compte des sujétions d'exécution suivantes.....	20
9.3	Prestations non définies dans les Bordereaux de Prix Unitaires	21
9.3.1	Obligations particulières du titulaire.....	21
9.4	Modalités du règlement des comptes.....	21
9.4.1	Régime du règlement des comptes.....	21
9.4.2	Modalités de facturation	21
9.4.3	Modalités des règlements des bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur ou égal à trois mois	22
9.4.4	Mise en garde du titulaire	23
9.4.5	Suivi du service fait.....	23
9.4.6	Délais de paiement.....	23
9.5	Intérêts moratoires.....	23
9.6	Variation dans les prix	23
9.6.1	Mois d'établissement des prix de l'accord cadre	23
9.6.2	Modalités de révision des prix	23
9.6.3	Choix des index de référence.....	24
9.6.4	Révision provisoire	24
9.6.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)	24
9.7	Modalités de paiement en cas de groupement	24
10	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE	24
10.1	Retenue de garantie	24
10.2	Avance	24
11	DELAIS D'EXECUTION	25
11.1	Délai de communication des projets décommandes.....	25
11.2	Délai de communication des commandes.....	25
11.3	Délai d'exécution des bons de commande.....	25
11.3.1	Détermination du délai.....	25
11.3.2	Date de départ du délai	26
11.4	Calendriers	26
11.4.1	Calendrier prévisionnel d'exécution.....	26
11.4.2	Calendrier détaillé d'exécution	26
11.5	Prolongation du délai d'exécution.....	26
11.6	Sursis du délai d'exécution des bons de commande	27
12	PENALITES	27
12.1	Pénalités pour retard	27
12.1.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	27
12.1.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	27

12.1.3	Délais et retenues de retard pour documents à remettre	27
12.2	Pénalités diverses.....	28
12.2.1	Pénalités pour absence aux réunions de chantier	28
12.2.2	pénalités relatives au non port du badge professionnel	29
12.2.3	Pénalité pour sous-traitance non déclarée	29
12.2.3	Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé	29
12.2.4	Pénalités techniques.....	29
13	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	30
13.1	Effectifs et moyens humains.....	30
13.1.1	Encadrement du personnel	30
13.1.2	Tenue et comportement des personnels	30
13.2	Moyens matériels.....	30
14	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	30
14.1	Horaires de travail et règlement intérieur.	30
14.2	Implantation des ouvrages	31
14.2.1	Piquetage général.....	31
14.2.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	31
14.1	Période de préparation	31
14.2	Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail.....	31
14.3	Facilités accordées à au titulaire pour le(s) chantier(s).....	32
14.3.1	Installations de chantier	32
14.3.2	Fluides et énergie	32
14.4	Locaux occupés pendant les travaux	32
14.4.1	Locaux accessibles au public ou aux utilisateurs	32
14.4.2	Locaux maintenus en service	32
14.4.3	Locaux comportant des équipements et aménagements conservés en place	32
14.4.4	Locaux accessibles à certaines heures ou certains jours seulement	32
14.5	Installations réalisées par le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises	32
14.5.1	Remise en état des lieux	33
14.5.2	Déblais, stockage et enlèvement des gravats et déchets	33
14.5.3	Signalisation des chantiers.....	33
14.6	Utilisation des voiries et police d'accès au chantier	33
14.7	Interventions sur l'installation électrique.....	33
14.8	Emploi d'explosifs	33
14.9	Mesures d'ordre social – Travail dissimulé - Application de la réglementation du travail	34
14.9.1	Inspection du travail.....	34
14.10	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité.....	34
14.10.1	Locaux pour le personnel	34
14.10.2	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS).....	34

14.11	Mesures de sécurité contre l'incendie	35
14.11.1	Travaux par points chauds - permis de feu.	35
14.11.2	Protection contre l'incendie.....	35
14.12	Accidents du travail.....	35
14.13	Développement durable	35
15	CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	36
15.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	36
15.2	Réception.....	36
15.2.1	Réception des travaux objets des bons de commande.....	36
15.2.2	Réception de l'accord cadre	37
15.3	Documents fournis après exécution	37
16	RESPONSABILITES ET ASSURANCE	37
16.1	Garanties contractuelles	37
16.1.1	Délais de garantie.....	37
16.1.2	Garanties particulières de matériaux de type nouveau	37
16.1.3	Appel en garantie.....	37
16.1.4	Défaut à caractère systématique	37
16.2	Assurance	38
16.2.1	Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux	38
16.2.2	Assurance de garantie.....	38
16.2.3	Dispositions diverses	38
16.2.4	Sinistres	38
17	MISE EN DEMEURE	39
18	RESILIATION	39
18.1	Résiliation pour manquement aux obligations légales	39
18.2	Autres cas de résiliation	39
18.2.1	Effets de la résiliation.....	39
18.2.2	Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint	40
19	MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE.....	40
20	REGLEMENT DES LITIGES	40
21	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)	40
22	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	41
22.1	Dérogations au CCAG Travaux.....	41

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Arrêté du 19 mai 2020

Annexe 2 : Demande de contrôle primaire

Annexe 3 : Chantier responsable

Annexe 4 : Clauses de sécurité

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

CCAG : Cahier des Clauses Administratives Générales

CCP : Cahier des Clauses Particulières

DID Papeete : Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete

DOE : Dossier des Ouvrages Exécutés

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET INTERVENANTS

1.1 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande passé avec plusieurs opérateurs économiques, visant à couvrir les besoins en travaux courants de différentes emprises sur le périmètre d'action de la Direction d'infrastructure de la défense (DID) de Papeete. Il a pour objet la réalisation, par bons de commande, de l'exécution de travaux de désamiantage en SS3 et SS4 et retrait de plomb au profit des formations stationnées dans les emprises militaires et domaniales.

Le présent accord-cadre sera attribué à trois (3) titulaires.

Toute commande qui ne peut être réalisée par l'ensemble des titulaires après réalisation de la totalité des étapes prévues à l'article 6 du CCP « modalités de répartition des bons de commande » est exclue de l'objet du présent accord-cadre.

Les sites soutenus par la DID de Papeete et concernés par le présent accord-cadre sont définis en préambule dans l'acte d'engagement. La liste des sites concernés ainsi définie n'est pas limitative et pourra éventuellement être modifiée.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après.

Les travaux et prestations sont à réaliser essentiellement sur des aires extérieures aménagées (voiries, parcs de stationnement, aires sportives, ...), dans des bâtiments à usage tertiaire (bureaux, salles de réunions, locaux informatiques), des bâtiments à caractère industriel (ateliers, garages, entrepôts, ...), des bâtiments à usages divers (restaurants...) et dans des logements.

Il est indiqué :

- que les titulaires doivent pouvoir intervenir simultanément sur plusieurs chantiers en fonction des commandes passées ;
- que les titulaires peuvent être appelés à intervenir pour des travaux en liaison avec des entreprises déjà titulaires d'autres marchés du RPA.

1.2 DESIGNATION DES INTERVENANTS

1.2.1 DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DE RPA

La signature des bons de commande et des décisions de réception est déléguée au chef de la division gestion du patrimoine et au chef de la division projets.

Tâche	Délégation
Signature des ordres de service	Le maître d'œuvre désigné à l'acte d'engagement
Conduite et contrôle de l'exécution des travaux	Le maître d'œuvre désigné à l'acte d'engagement
Signature d'avenant	Le RPA
Délivrance au titulaire des pièces définies à l'article 4.2 du C.C.A.G. Travaux	Le RPA

1.2.2 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par la division gestion du patrimoine et ses antennes et également par la section maîtrise d'œuvre de la DID de Papeete représentée par les personnes mentionnées en page de garde de l'acte d'engagement. Elle est chargée d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat des travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Les études d'exécution ainsi que les dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) sont à la charge du titulaire.

Conformément à l'article 28.5 du CCAG travaux, le maître d'œuvre tiendra un registre de chantier.

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, sera répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans ce registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur comme de tous les intervenants autorisés.

Exceptionnellement, les travaux peuvent être exécutés sous la responsabilité d'un maître d'œuvre privé dûment missionné par le maître de l'ouvrage.

1.2.3 AUTRES INTERVENANTS

1.2.3.1 CONTROLEUR TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre à bons de commande sont soumis, suivant les cas, au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique est effectué par un contrôleur technique désigné ultérieurement.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont désignées ultérieurement en fonction de la nature des travaux à exécuter.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

1.2.3.2 COORDINATION SECURITE – PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent conformément au code du travail, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Un coordonnateur peut être, alors, désigné, pour la phase réalisation, en fonction des conditions de l'opération ou du bon de commande.

Les remarques formulées au cours du chantier par le coordonnateur de sécurité doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

1.2.3.3 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

La mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination est assurée par les intervenants mentionnés à l'article 1.2.2 du présent CCP.

Cette mission pourra également être confiée par le maître d'ouvrage à un opérateur privé dans le cadre d'un marché spécifique. Dans cette hypothèse, le titulaire de la mission sera expressément mentionné sur le bon de commande.

1.2.3.4 REPRESENTATION DES PARTIES

En complément des articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, la personne physique habilitée à représenter le titulaire est celle désignée comme interlocuteur unique dans l'acte d'engagement. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution. En cas de changement d'interlocuteur unique le titulaire doit le signifier par lettre recommandée, celui-ci doit au minimum avoir les qualités de la personne désigné au mémoire technique.

2 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire, à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum de 715 990 453 XPF HT (soit 6 000 000,00 euros HT) sur quatre (4) ans, passé en application des articles R.2162-1 à -6 et R.2162-13 à -14 du décret 2018-1075 relatif au code de la commande publique. L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission préalable d'un bon de commande par le RPA.

Les commandes sont émises au fur et à mesure de ses besoins sur la base des prix établis conformément aux stipulations de l'article 9 du présent document.

Les informations relatives aux modalités d'émission et d'exécution des bons de commande figurent à l'article 5.2.2 du présent CCP.

2.2 ALLOTISSEMENT

La prestation concernée ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Aucunes prestations distinctes, cet accord-cadre est relancé suite à une décision de non renouvellement du lot 8 de l'accord-cadre n°2313012.

L'acte d'engagement précise le périmètre géographique du contrat ; y sont spécifiés les sites éloignés, le cas échéant, faisant l'objet d'une majoration des prix du BPU.

Le nombre d'attributaires du présent accord-cadre à bon de commande est fixé à trois (3) attributaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières.

2.3 TRANCHE(S)

Le présent accord-cadre ne comporte pas de tranche.

2.4 PHASE(S)

Le présent accord-cadre ne comporte pas de phase.

2.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier aux attributaires de l'accord-cadre à bons de commande, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux accords-cadres à bons de commande peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre à bons de commande.

2.6 CLAUSE D'EXCLUSIVITE – LIMITES DE PRESTATIONS

Le titulaire du marché dispose, par principe, de l'exclusivité pour l'exécution des prestations. Toute commande qui ne peut être réalisée par l'ensemble des titulaires du présent marché après réalisation de la totalité des étapes prévues à l'article 6 du CCP « modalités de répartition des bons de commande » est exclue de l'objet du présent accord-cadre.

D'autre part, le maître d'ouvrage dispose sur ses emprises de marchés de maintenance préventive et curative multi-techniques à bons de commande notamment sur les installations suivantes :

- Plomberie sanitaire
- Climatisation, Ventilation, Chauffe-eau (CVC) ;
- Réseaux et installations de traitement d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) ;
- Installation et réseaux d'assainissement ;
- Electricité courant fort ;
- Couverture ;
- Portes, portails, rideaux métalliques, barrières levantes ;
- Systèmes de sécurité incendie et moyens de lutte contre l'incendie ;
- Equipements d'infrastructure ;
- Voiries et Réseaux Divers ;
- Prestation entretien espaces vert particuliers ;
- Prestations multi-corps d'état sur les bâtiments et les ouvrages ;
- Système de contrôle d'accès, d'anti-intrusion et de vidéo surveillance (CADIVS).

Le but de ces marchés est le maintien en condition de ces installations, la maintenance préventive et la petite maintenance curative (remplacement d'appareillage à l'identique, etc.). Des travaux modificatifs mineurs sur les équipements et réseaux inclus dans le périmètre de ces marchés peuvent également être réalisés dans le cadre de ceux-ci. Le titulaire du présent accord-cadre ne pourra alors réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit lorsque le maître d'ouvrage décidera de recourir à ses marchés de maintenance.

Le titulaire du présent accord-cadre ne pourra alors réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit lorsque le maître d'ouvrage décidera de recourir à ces marchés de dépannage multi-techniques et de CADIVS.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exclure de ce marché les travaux concourant à la réalisation des opérations individualisées, pour lesquelles il est nécessaire de recourir à des études préalables externalisées (audits, études d'ingénierie, etc.).

De même, les travaux concourant au déploiement de la télé-relève des compteurs d'énergie ainsi que les travaux relatifs à l'acquisition, l'installation, la mise en service, le maintien en condition opérationnelle et maintien en condition de sécurité des équipements de protection physique pour certains sites exposés du Ministère de la Défense sont hors périmètre de ce marché. Le titulaire du présent accord-cadre ne pourra alors réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit lorsque le maître d'ouvrage décidera de recourir à ces marchés.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exclure de ce marché les travaux nécessitant des conditions d'accès spécifique au lieu d'exécution des prestation (habilitation SECRET par ex.).

Les travaux réalisés aux frais et risques du titulaire sont exclus de cet accord-cadre.

2.7 RECONDUCTION

La durée initiale de l'accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement 3 fois, à la date anniversaire de sa notification, pour une durée de douze mois, sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par l'acheteur et notifiée au titulaire au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du décret précité, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, il n'a droit à aucune indemnité.

Les modalités d'émission et d'exécution des bons de commandes sont définis à l'article 11.3 du présent CCP.

3 CONFIDENTIALITE – PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES – MESURE DE SÉCURITÉ

Les prescriptions faisant l'objet du présent C.C.P. intéressent les armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG Travaux.

3.1 CONSERVATION DES DOCUMENTS REMIS PAR LE RPA

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, schémas ou documents divers qui lui seront remis par le R.P.A. en vue de l'exécution du présent accord-cadre.

3.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES DE CONTROLE ET D'ACCES

3.2.1 PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE

La clause de sécurité et de protection du secret applicable au présent marché est : « **CONTRAT SENSIBLE** » conformément aux dispositions de l'article 78 de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD (IGI1300) sur la protection du secret de la défense nationale.

Au titre de cette clause, la personne morale et les personnels exécutants font l'objet d'un contrôle primaire.

A ce titre, les clauses de sécurité applicables au présent contrat sont définies en annexe 4 du présent CCP.

3.2.2 CONTROLE DE SECURITE DES PERSONNES PHYSIQUES, AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Préalablement au début d'exécution des prestations du contrat, les personnes physiques devant effectivement exécuter les prestations du présent contrat sensible font l'objet d'un contrôle élémentaire avant toute intervention.

Dès la notification du marché, le titulaire du marché ou du contrat de sous-traitance fait établir et signer par chaque personnel concerné (personnel du titulaire et, le cas échéant, du ou des sous-traitants) le formulaire « Demande de contrôle élémentaire » (modèle joint en annexe 2 du CCP).

Le titulaire transmet une liste nominative du personnel participant au marché et les fiches de contrôle primaire pour l'ensemble du personnel amené à intervenir pendant la durée du marché, y compris pour le personnel de ses sous-traitants.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit s'engager à tenir à jour cette liste nominative et les fiches de contrôle primaire pour tout changement dans son personnel.

3.2.3 CONTROLE DES ACCES

Le titulaire devra veiller en permanence à ce que son personnel autorisé se conforme strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur sur le site.

Le port du badge apparent sera obligatoire sur le site pendant toute la durée de la prestation.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment. Les badges sont à restituer dès la fin des prestations.

Le représentant du maître d'ouvrage peut effectuer des contrôles ayant pour objet la vérification du port effectif du badge et la validité de celui-ci. En cas de manquement à l'obligation du port du badge ou de constatation d'un badge non valide les sanctions prévues à l'article 12.2.2 ci-dessous sont mises en œuvre.

LE TITULAIRE EST INFORME QUE LES CONTRAINTES D'ACCES PEUVENT ETRE RENFORCEES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE SUR DECISION DES BENEFICIAIRES.

4 MODALITES DE DEFINITION DES BESOINS

Le besoin à satisfaire est défini dans une précommande établie par le maître d'œuvre ou son représentant sous forme de croquis simplifié et/ou de descriptifs succincts des travaux à réaliser.

Les plans de l'existant seront fournis par le maître d'œuvre ou son représentant s'ils sont en sa possession, ou réalisés par Le titulaire dans le cas contraire si le maître d'œuvre en fait la demande.

Cette demande de projet de commande est transmise aux titulaires, selon les modalités de répartitions décrites à l'article 6 du présent CCP, sous toute forme permettant de pouvoir en dater l'origine (demande écrite spécifique, compte rendu de réunion, mail, fax...). **A cette fin, le titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses mail définies en phase préparatoire.**

Cette demande spécifie la nature et l'étendue des ouvrages à réaliser et le mode de règlement par référence à l'article 9 du présent CCP. Il sera précisé dans la demande :

- La date de commencement souhaitée des travaux, fixée dans le respect de délais de prévenance conformément à l'article 11.2 du présent CCP ;
- La date limite d'achèvement ou le délai d'exécution impératif, si nécessaire ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages susceptibles de donner lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci ;
- Le caractère nécessaire ou non d'une visite spécifique préalable de prévention d'hygiène et de sécurité.

Pour l'établissement du projet de commande, le ou les entrepreneur(s) concerné(s) par les travaux et le maître d'œuvre se rendent, si nécessaire, sur les lieux des travaux à exécuter.

Le maître d'œuvre, ou son représentant, indique également les documents qui doivent accompagner la réception du chantier notamment les notes de calcul des différents ouvrages ; les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques ; les plans de réseaux de courants forts ; les plans de réseaux de courants faibles (alarmes, télévision, téléphone, sonorisation) ; les notices, ainsi que les fiches techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, fiche de maintenance, feuille de paramétrage et mise en service pour les matériels et matériaux utilisés) ; les procès-verbaux, certifications des équipements mis en place.

5 FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES, DOCUMENTS ET INFORMATIONS

5.1 COMMUNICATION DES TITULAIRES

Toute communication à l'acheteur, au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre doit être adressée soit par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Cependant, le RPA ou le maître d'œuvre peut demander aux titulaires la transmission des documents par voie électronique en lieu et place de la remise spécifiée ci-dessus sans que les titulaires puissent réclamer une indemnité.

5.1.1 FORME ET TENEUR DES PROJETS DE COMMANDES

Le refus d'une précommande est tacite sans réponse de la part du titulaire concerné dans un délai de 2 jours ouvrés sur les coordonnées communiquées dans le mémoire technique.

Dans un second temps, dans le délai précisé à l'article 11.1 du présent CCP, le titulaire retenu fournit un projet de commande (détail de la commande) comprenant :

- L'évaluation H.T. en prix de base des travaux, établi conformément aux stipulations de l'article 9.2 ci-après, les montants de la T.V.A. en vigueur et le montant TTC ;

Il est notamment précisé à ce sujet que l'évaluation H.T. en prix de base peut prendre la forme d'une proposition de prix forfaitaire après acceptation du projet de commande par la personne publique.

- Les majorations liées aux sites éloignés, figurant à l'article 2.5 de l'acte d'engagement éventuellement applicables ;
- Les éléments ci-après pour chaque prix utilisé :
 - ☐ n° de l'article et lettre repère tels que figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires ;
 - ☐ le libellé tel que figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires ;
 - ☐ l'unité telle que figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires ;
 - ☐ les quantités ;
 - ☐ les prix unitaires.
- Le délai d'exécution sur lequel Le titulaire s'engage et la date pour le début des travaux, assortis du nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, le cas échéant ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages pour lequel Le titulaire s'engage à assurer des garanties particulières, et l'étendue de celles-ci ;
- Les éventuelles demandes d'acceptation des sous-traitants (formulaire DC.4) ;
- Une fiche descriptive sommaire des travaux, accompagnée de tous les plans nécessaires.

Le défaut ou retard de réponse du titulaire à la demande de fourniture du projet de commande entraîne une pénalité définie à l'article 12.1.3.1 du CCP. Cette pénalité est constatée par OS en notifiant le montant et les modalités de calcul.

5.1.2 RESERVES DE LA PART D'UN TITULAIRE

Les stipulations du CCAG travaux sont seules applicables.

5.2 COMMUNICATION AUX TITULAIRES

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG Travaux, et sauf autres stipulations particulières au marché, la notification des documents ou informations faisant courir un délai est réalisée par le maître d'œuvre.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, le représentant de l'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de la DID de Papeete le cas échéant son délégataire dument désigné.

5.2.1 ORDRES DE SERVICE

Il est fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Les OS peuvent être notifiés par courrier postal en recommandé avec accusé réception, par courrier électronique ou par remise en main propre contre récépissé.

Notifications transmises par courrier électronique : La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. Le RPA, le maître d'œuvre et le titulaire devront confirmer la ou les adresses électroniques vers lesquelles devront être adressés les courriers électroniques. Le titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses précédemment mentionnées.

Remise en main propre contre récépissé : en cas de défaillance du courrier électronique, les notifications pourront être par remise en main propre contre récépissé. Le récépissé constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, si le titulaire estime que les prescriptions de l'ordre de service appellent des réserves de sa part, il les notifie au Maître d'Ouvrage.

5.2.2 FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES

Chaque prestation fait l'objet d'un bon de commande adressé en recommandé avec accusé de réception. La transmission électronique du bon de commande est autorisée, cet envoi fait l'objet d'un accusé de réception. **A cette fin, le titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses précédemment définies.**

La date de réception du bon de commande vaut date de notification.

Le détail de la commande est établi à partir du bordereau des prix unitaires du titulaire du marché sollicité pour la commande.

Ce détail, après acceptation par l'acheteur, peut-être forfaitisé dans le cadre du bon de commande.

Le bon de commande précise :

- L'intitulé et le lieu d'exécution de l'opération dans laquelle s'insère la commande ;
- L'objet et la description sommaire des travaux ;
- Les documents qui doivent accompagner la réception du chantier ;
- L'identité du représentant du maître d'œuvre ;
- La période de préparation éventuelle et la durée des travaux. Les durées d'exécution pourront être négociées entre Le titulaire et le maître d'œuvre. Si les travaux à réaliser concernent plusieurs lots, le délai du bon de commande sera le délai global de l'ensemble des travaux. Un planning par lot et tâche, établi par le maître d'œuvre, en accord avec l'ensemble des entrepreneurs sera annexé au bon de commande. Ce planning sera signé par l'ensemble des entrepreneurs ;
- L'organisme chargé de l'inspection du travail si ce dernier est différent de celui mentionné à l'article 14.9.1 du présent CCP,
- La date de l'inspection préalable éventuelle, la date de début et le délai d'exécution des travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles (par défaut 0 jour d'intempéries réputées prévisibles) ;

- Les ouvrages ou parties d'ouvrages donnant lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci ;
- Le mode de règlement de la commande ;
- Les montants des travaux H.T. et T.T.C. en prix de base révisé, des prestations sous-traitées, tels qu'ils ressortent du devis estimatif accepté ou rectifié ;
- Eventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants (formulaire DC.4) ;

Le bilan annuel des prestations commandées fait l'objet d'un bon de commande spécifique. Ce bilan est à fournir par le titulaire dans un délai de 10 jours à compter de la réception par le titulaire du bon de commande.

6 MODALITE DE REPARTITION DES BONS DE COMMANDE

Les présentes modalités de répartitions s'appliquent aux sociétés titulaires de l'accord-cadre.

Etape 0	La procédure commence avec le titulaire classé premier lors du jugement de l'accord-cadre sauf exclusion prévue à l'article 12.2.4 du présent document.
Etape 1	Soit le titulaire accepte les dates de commencement de chantier soit le titulaire ne peut réaliser les travaux à la date de commencement alors l'étape 1 est reprise avec le titulaire classé suivant dans la consultation de l'accord-cadre. La date de commencement de travaux doit être fixée dans le respect de délais de prévenance fixé à l'article 11.2 du présent CCP.
Etape 2	Le titulaire déterminée à l'étape 1 réalise son relevé de chantier et calcule le montant du projet de commande conformément à l'article 9.2 du présent accord-cadre.
Etape 3	Un projet de commande, rédigé selon les termes de l'article 5.1.1 du présent CCP, est édité par le titulaire assorti de la date de commencement des travaux. Il est adressé au service assurant la maîtrise d'œuvre.
Etape 4	Le maître d'œuvre ou son représentant réalise un contre relevé du chantier. S'il ne réalise aucune modification, voir étape 7.
Etape 5	Le maître d'œuvre ou son représentant veut réaliser des modifications, il informe le titulaire. En cas d'accord, voir étape 7. Si la modification n'est pas acceptée, voir étape 6.
Etape 6	Le maître d'œuvre ou son représentant reprend l'étape 1 avec le titulaire classé suivant dans la consultation de l'accord-cadre en gardant strictement les quantités imposées au titulaire de rang supérieur. Si celle-ci l'accepte sans aucune modification, la commande est passée avec le titulaire de rang inférieur. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre accepte de modifier les prescriptions initiales (date de démarrage des travaux, ou durée des travaux par exemple) avec le titulaire de rang supérieur.
Etape 7	Le maître d'œuvre ou son représentant constitue et notifie le bon de commande.

Aucune négociation ne peut avoir lieu durant la détermination de la répartition des bons de commande. Le délai de commencement proposé ne peut varier entre les étapes. Tout échange est fait par écrit.

Le délai de prévenance peut être écourté sur accord exprès du titulaire de rang 1, cette modification ne remettant pas en cause les modalités de répartition des bons de commande.

7 CONDITIONS DE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Les dispositions applicables sont celles :

- des articles L ;2193-1 à -14 et R.2193-1 à -13 du code de la commande publique ;

- de l'article 3.6 du CCAG-Travaux ;
- du troisième alinéa de l'article 73 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant d'autres dispositions en matière sociale et économique.

Le sous-traitant, direct ou non, doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par écrit par le maître de l'ouvrage. De plus, dans le cas où les travaux rendent obligatoires l'intervention d'un coordinateur SPS, le sous-traitant doit transmettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande reconnaît être parfaitement informé qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter une quelconque prestation objet de l'accord-cadre à bons de commande avant l'acceptation par le RPA.

Les délais d'agrément d'un sous-traitant par le maître d'ouvrage ne sauraient remettre en cause l'obligation de respecter les délais de réalisation des travaux.

Tout sous-traitant occulte constaté par le RPA donne lieu à une mise en demeure du titulaire de régulariser la situation. Si cette mise en demeure reste infructueuse, l'acheteur peut notifier sa décision de résilier l'accord-cadre à bons de commande pour faute aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'en cas de sous-traitance, il demeure tout de même personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre. Par conséquent, toutes les sanctions prévues au présent accord-cadre à bons de commande lui sont applicables.

7.1 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire (le cas échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant :
 - ☐ qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent ;
 - ☐ ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

7.2 DEMANDE DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du code de la commande publique (*i.e.* le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total).

Le titulaire fait parvenir au R.P.A. les factures, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation. Les factures établies par les sous-traitants comprendront les informations décrites à l'article 9.5.2 du présent C.C.P.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des factures relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatement effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il doit en faire préalablement la demande au R.P.A. par acte spécial modificatif.

8 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité :

8.1 PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (AE) propre à chaque lot et son(ses) annexe(s) éventuelles (demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché, mise au point éventuelle...) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- Le Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) ;
- Les bons de commande et leurs annexes éventuelles émis au titre du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance. Le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de prix et les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix ;
- Les avenants et les ordres de service ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi en cas de litiges. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

8.2 PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande sont réglés par application des prix unitaires proposés par l'opérateur économique (cf. le bordereau des prix unitaires),

aux quantités d'ouvrage effectivement réalisées et dûment constatées par le maître de l'ouvrage dans les conditions prévues aux articles 12 à 16 du CCAG-Travaux.

Le BPU s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de la consultation.

Les prix indiqués dans l'accord-cadre à bons de commande sont unitaires, par application du BPU, hors TVA et sont établis en tenant compte des stipulations du CCAG applicables aux Marchés Publics de Travaux, complétées par ce qui suit :

- Le titulaire doit considérer comme normalement prévisibles, les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués par les stations météorologiques les plus proches du chantier au cours des cinq dernières années ;
- Le titulaire doit tenir compte des sujétions susceptibles d'être entraînées par l'exécution ou la démolition simultanée ou différée de certains ouvrages, ou de sujétions des travaux exécutés par les compagnies concessionnaires ou Services Publics, ainsi que tous les autres intervenants éventuels, et des contraintes éventuelles en résultant, pour les accès au chantier.

Après acceptation du projet de commande, le RPA se réserve le droit de forfaitiser le montant prévu des travaux dans le bon de commande.

9.2 CONTENU DES PRIX

Le contenu des prix du présent accord-cadre à bons de commande est conforme à l'article 9.1 du CCAG Travaux. En complément de cet article, les prix du présent accord-cadre à bons de commande sont également réputés tenir compte des dépenses de fonctionnement de chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il ne peut donc s'en prévaloir en vue d'obtenir la facturation de travaux supplémentaires lorsqu'aucune modification n'est opérée par le maître d'œuvre.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, la marge du titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de certaines prestations.

L'ensemble des prix s'entend « fourniture et pose ».

9.2.1 LES PRIX TIENNENT COMPTE DES SUJETIONS D'EXECUTION SUIVANTES

Les prix de l'accord cadre sont établis en tenant compte notamment :

- Des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- Des consignes particulières des établissements, précisées lors de la précommande, en particulier : des règles de circulation, des restrictions éventuelles d'accès, des horaires de travail ;
- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de l'établissement à travers les installations de chantier ;
- Des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements, ainsi que les ouvrages neufs jusqu'à la réception ;
- Des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- Des dépenses liées au coltinage, transport et droit de décharge, suite aux travaux de dépose ou démolition ;
- Des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux (objet du présent accord cadre) et les activités des organismes utilisateurs du ministère des armées ;

- Des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés par le titulaire ;
- Des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnements des fournitures ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs agents de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord cadre jusqu'à la fin de la dernière levée des réserves ou à la fin de la garantie de parfait achèvement ;
- Des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux ;
- Des frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux. Les demandes d'autorisation, les taxes, les frais inhérents à ces procédures et de remise en état sont réputés à la charge de l'entreprise ;
- Du chargement, du transport, du déchargement, de la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, des engins de levage nécessaires, des nacelles d'accès, de l'aménagement d'une aire de stockage ;
- Du temps passé pour la participation aux diverses réunions ;
- Des frais d'établissement et de diffusion des documents, devis, factures ou mémoires ;
- Des frais de fonctionnement et de secrétariat ;
- De la fourniture des matériaux ou matériels décrits dans chaque article ;
- De la fourniture des petits matériels non décrits explicitement dans les articles du BPU et nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Des déplacements, quel qu'en soit le nombre pour une même affaire ;
- De toutes sujétions inhérentes à l'exécution des ouvrages ainsi que celles liées à amener à pied d'œuvre des matériaux et matériels ;
- D'interventions par tous moyens jusqu'à 3,50 m de hauteur ;
- Pour les installations techniques, d'une visite d'entretien, après 3 mois de fonctionnement, cette visite donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal ;
- Des primes d'assurance ;
- Des sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité ou des contrôleurs techniques ;
- De l'établissement et la mise à jour du dossier d'exécution ;
- Des frais d'établissement des plans d'entreprises, relatifs aux ouvrages exécutés, les frais de photocopies, clichés, reproductions et autres documents demandés au cours de l'exécution des travaux.

9.2.2 LES PRIX NE TIENNENT PAS COMPTE DES SUJETIONS D'EXECUTION SUIVANTES

Les prix de l'accord cadre établis ne tiennent pas compte notamment de :

- La découverte en cours de terrassement de maçonneries anciennes ou de canalisations inconnues ;
- La découverte en cours de fouilles de roches ou de matériaux différents de ceux que le dossier de consultation laissant prévoir et nécessitant des moyens spéciaux de terrassements, de vestiges anciens, laquelle conduirait à l'intervention des services des affaires culturelles et à une interruption de chantier ;
- La découverte de structures différentes de celles indiquées au dossier de consultation ou d'ouvrages prévus à conserver, mais dont le remplacement serait nécessaire ;
- La découverte au cours des travaux de la présence de matériaux amiantifères non répertoriés au dossier de consultation (selon DTA) et nécessitant la prise de mesures de prévention au regard des textes réglementaires. Cette découverte conduirait à l'intervention de prestataires extérieurs et à une interruption de chantier.

9.3 PRESTATIONS NON DEFINIES DANS LES BORDEREAUX DE PRIX UNITAIRES

Les prestations non définies dans les BPU peuvent être commandées. Elles doivent faire également l'objet d'un devis détaillé réalisé par le titulaire.

Lorsque les prestations souhaitées ne sont pas référencées au BPU, la détermination d'un prix nouveau se fera sur la base :

- le prix de vente, résultant du déboursé sec (achat de fourniture + main d'œuvre) auquel est ajouté les frais généraux et les bénéfices (marge et pertes).

Lorsque les prestations souhaitées ne sont ni référencées au BPU, le titulaire établit un devis pour les lignes concernées. Ce devis détaillera :

- le prix « sec » des fournitures ;
- l'application du coefficient de frais généraux sur fourniture C_{FGF} indiqué au BPU ;
- l'application du prix de main d'œuvre (indiqué au BPU), dont le temps de main-d'œuvre est déterminé en accord avec le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG Travaux, lorsque l'acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix peuvent faire l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des deux parties, en lieu et place d'un avenant. Dans ce cas, les prix nouveaux seront ramenés au mois zéro (M0).

9.3.1 OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

Dans les dix (10) jours à compter de la demande du maître d'œuvre ou Maître d'ouvrage, le titulaire doit produire tout document lui permettant de fournir des informations complémentaires sur les prix proposés (sous-détail de chacun des prix).

9.4 MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES

9.4.1 REGIME DU REGLEMENT DES COMPTES

Par dérogation à l'article 10.2 et à l'article 12 du CCAG Travaux, le règlement des comptes de l'accord-cadre se fait par facturation conformément aux bons de commande émis au titre de l'accord-cadre. Le détail des factures est conforme au détail des prestations commandées par bon de commande et réellement exécutées.

9.4.2 MODALITES DE FACTURATION

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG travaux, le règlement des comptes de l'accord-cadre se fait par facturation conformément aux bons de commande émis au titre de l'accord-cadre. Le détail des factures est conforme au détail des prestations commandées par bon de commande et réellement exécutées.

Après exécution des prestations d'une commande, le titulaire transmet la facture correspondante. Les factures détaillées porteront obligatoirement (à défaut la facture pourra être rejetée) mention de :

- ☐ **Code SE : D04216L999**
- ☐ **N° d'engagement juridique, n° marché et n° du bon de commande**
- ☐ **Nom ou raison sociale et adresse complète**
- ☐ **Numéro de SIRET ou N° TAHITI**
- ☐ **Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)**

- **Numéro et date de la facture**
- **Quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC**

Et seront accompagnées d'une copie du bon de commande correspondant.

Il est précisé qu'une facture ne peut correspondre qu'aux prestations d'une seule commande.

En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes il y a ainsi autant de factures que de commandes.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, a rendu obligatoire le dépôt des factures sur le portail Chorus pro depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises, depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises.

Le titulaire doit adresser les factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises, depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises.

Le titulaire doit adresser les factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO.

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre des procédures de paiement dématérialisé sont disponibles sur le site <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>. A défaut, les factures sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat conformément au décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016.

NOTA : Si le titulaire n'est pas déjà en possession d'un compte CHORUS PRO, avant tout premier dépôt, il prendra contact avec la chef de la Section Comptabilité Métier de la DID afin de prendre connaissance de la démarche à suivre :

Mail : vahinerii.puairau@intradef.gouv.fr Téléphone : (+689) 40 46 30 35 / (+689) 87 76 06 37.

Ou à meleana.tainanuarii@intradef.gouv.fr Téléphone : +689 40 46 30 17.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir l'interlocuteur de la DID de Papeete et le service facturation de l'administration contractante de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET...) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraine systématiquement la suspension du délai global de paiement.

Le mode de règlement proposé est le virement administratif.

9.4.3 MODALITES DES REGLEMENTS DES BONS DE COMMANDE DONT LE DELAI D'EXECUTION EST SUPERIEUR OU EGAL A TROIS MOIS

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois, conformément aux dispositions de l'article R.2191-22 du code de la commande publique, ceux-ci sont fractionnés en acomptes, versés trimestriellement. Le montant des acomptes est calculé au prorata des prestations réellement achevées. La demande de paiement est accompagnée d'un projet de décompte et d'une facture établie comportant les informations définies ci-dessus.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours comptés à partir de la date de la dernière facture remise dans le cadre du marché pour adresser à l'acheteur s'il le juge utile le mémoire prévu par l'article 55.1.1 du CCAG travaux.

Les projets de décomptes ainsi que la facture de solde sont à adresser dans les conditions évoquées à l'article 9.5.2 du présent CCP.

Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

9.4.4 MISE EN GARDE DU TITULAIRE

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité, avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du maître d'œuvre pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

9.4.5 SUIVI DU SERVICE FAIT

Afin que le maître d'œuvre puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et/ou les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire lui envoie par courrier électronique une copie des factures qui ont été éditées et transmises conformément à l'article 9.5.2 sur les modalités de facturation.

L'adresse électronique de la DID à utiliser est précisée au titulaire dès le début d'exécution de l'accord cadre.

9.4.6 DELAIS DE PAIEMENT

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur (article R.2192-12) ou à compter de la date d'achèvement de l'exécution des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure (article R.2192-13).

9.5 INTERETS MORATOIRES

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

9.6 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisables.

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG/TVX, les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre. La révision applicable est celle en vigueur au moment de la notification du bon de commande

9.6.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres qui figure en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé M_0 « mois zéro ».

9.6.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX

La révision des prix du bordereau des prix unitaires du marché sera effectuée manuellement aux dates anniversaires de la notification du marché, par application de la formule :

$$P = P_0 \left(0.125 + 0.875 \frac{I_n}{I_0} \right)$$

Dans laquelle :

- P_0 est le prix indiqué au bordereau des prix unitaires,
- I_0 est la valeur de l'index mentionné à l'article 9.6.3 ci-après du mois zéro (M_0) ;
- I_n est la valeur de l'index de référence I pour le mois de la date d'anniversaire de la révision moins 3 mois.
- Le titulaire transmet à la personne publique le projet de bordereau de prix unitaire révisé.

Les pénalités de retard et retenues ne sont pas révisables.

9.6.3 CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre est le suivant :

Objet des travaux	Index (I)	
Travaux de désamiantage	BTP 00.0	Index général du Bâtiment et des Travaux Publics

Publié par l'institut de la statistique de Polynésie Française (I.S.P.F.).

9.6.4 REVISION PROVISOIRE

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier paiement suivant la parution de l'index correspondant.

9.6.5 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

Le montant de chaque commande est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

9.7 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE GROUPEMENT

La remise de la facture à l'acheteur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

10 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

10.1 RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

10.2 AVANCE

Conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique, pour chaque bon de commande supérieur à 5 966 587 XPF HT (50 000 € HT) et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois, une avance de 30 % sera versée au titulaire sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance. En application de l'article 10, Option A du CCAG/TVX, cette avance sera versée au titulaire du marché quelle que soit la définition du titulaire au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

Les sous-traitants de premier rang bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des travaux à réaliser, au versement d'une avance, sur leur demande, dès lors que l'accord-cadre rempli les conditions ci-dessus. Cette avance ne pourra excéder 30% du montant des travaux sous-traités.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du bon de commande.

11 DELAIS D'EXECUTION

11.1 DELAI DE COMMUNICATION DES PROJETS DECOMMANDES

Après acceptation de la précommande transmise par l'antenne ou la SMOE de la DID de Papeete, le titulaire dispose du délai ci-après pour transmettre en retour son projet de commande réalisé dans les condition de l'article 5.1.1 du présent CCP.

Durée des travaux envisagés par la DID	Délai D _{offre} de fourniture du projet de commande
d < 5 jours	5 jours calendaires
5 jours < d < 1 mois	10 jours calendaires
1 mois < d < 3 mois	15 jours calendaires
d > 3 mois	20 jours calendaires

Les délais supra sont les délais maximums laissés au titulaire, si le jour maximum de fourniture tombe un week-end ou jour férié, le devis doit être fourni le premier jour ouvré suivant.

11.2 DELAI DE COMMUNICATION DES COMMANDES

Un délai de prévenance minimum est respecté entre la date de notification du bon de commande et la date de début d'exécution des travaux :

Le délai de prévenance est fixé à :

- Quinze (15) jours calendaires pour des travaux d'un montant strictement inférieur à 3 579 952 XPF H.T (30 000 € H.T) ;
- Trente jours (30) jours calendaire pour des travaux d'un montant supérieur à 3 579 952 XPF H.T (30 000 € H.T).

Les délais supra sont les délais minimums que la DID doit laisser au titulaire, durées nécessaires notamment pour tenir compte des délais éventuels de fabrication ou tout autre délai préparatoire.

11.3 DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché.

La personne habilitée à représenter l'acheteur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de marché. La durée d'exécution de ces bons de commande ne doit pas excéder six mois par rapport à la date de fin de marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que des bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité du marché.

11.3.1 DETERMINATION DU DELAI

Chaque bon de commande précise la date à laquelle doivent être entrepris les travaux et leur délai d'exécution. Le délai d'exécution d'un bon de commande ne pourra pas excéder 12 mois.

Le délai entre la notification du bon de commande au titulaire et la date de début des travaux spécifiés dans le bon de commande ne peut être inférieur au délai fixé à l'article 11.2 du présent CCP.

11.3.2 DATE DE DEPART DU DELAI

A défaut de précision dans le bon de commande, en application de l'article 3.2 du CCAG Travaux, le délai court à compter du lendemain du jour de notification de la commande.

Lorsque les travaux faisant l'objet d'une commande sont soumis à une visite préalable de prévention d'hygiène et de sécurité prévue par l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ci-annexée, la date de départ du délai d'exécution de la commande ne peut être antérieure à la date du procès-verbal de la visite.

11.4 CALENDRIERS

11.4.1 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Conformément à l'article 5.1.1 du présent CCP, Le titulaire transmet au maître d'œuvre un planning et/ou un délai d'exécution. Le titulaire s'engage sur ce calendrier à la notification du bon de commande.

11.4.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

S'il y a lieu, durant l'exécution du bon de commande, il est établi en concertation entre le maître d'œuvre et le titulaire un calendrier détaillé d'exécution. Celui-ci est à la charge du titulaire et ne peut en aucun cas modifier le délai d'exécution lorsque celui-ci est intervenu dans les modalités de répartition du bon de commande.

11.5 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution peut également résulter d'une décision de l'acheteur.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisible est fixé selon les termes de l'article 9.1 du présent CCP. Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie au titulaire la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux sur l'appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels dépasse les intensités et durées limites.

Aucune prolongation des délais d'exécution n'est accordée au titre des congés annuels ou de fermeture temporaire du titulaire. En conséquence, et pendant ces périodes, les opérateurs économiques doivent

prendre toutes mesures propres à permettre l'exécution des travaux qui leur ont été demandés dans les mêmes conditions et avec la même activité que pendant le reste de l'année.

Chaque délai d'exécution est éventuellement prolongé dans le cas de non accessibilité des locaux résultant de nécessité de service.

Compte tenu de la nature des travaux et de l'affectation des locaux dans lesquels ils sont à exécuter, il est spécifié, en dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG Travaux, que le titulaire de l'accord-cadre ne peut prétendre à aucune indemnisation d'attente pour les interruptions de chantier, étant entendu qu'il peut reprendre ses installations et que le chantier n'est pas sous sa garde au cours de l'interruption.

11.6 SURSIS DU DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le maître d'œuvre ne peut en aucun cas accorder un sursis au délai d'exécution lorsque celui-ci est intervenu dans les modalités de répartition du bon de commande décrit à l'étape 1 de l'article 6 « Modalités de répartition des bons de commande » du présent CCP.

12 PENALITES

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles s'appliquent sur la facture du bon de commande correspondant.

12.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités sont dues dès le premier franc pacifique ou euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

12.1.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée.

En cas de retard dans l'exécution d'une commande, le titulaire subira une pénalité par jour calendaire de retard égale à :

- 5 000 XPF (cinq mille) francs pacifique pour une commande d'un montant inférieur à 3 579 952 XPF H.T. (30 000 €) ;
- 10 000 XPF H.T. (dix mille) francs pacifique pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 3 579 952 XPF H.T (30 000 €).

12.1.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux seront mises en œuvres au frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 5 000 (cinq mille) XPF HT par jour calendaire de retard.

12.1.3 DELAIS ET RETENUES DE RETARD POUR DOCUMENTS A REMETTRE

12.1.3.1 RETARD DANS LA FOURNITURE D'UN PROJET DE BON DE COMMANDE PAR LE TITULAIRE

En cas de non-respect du délai de fourniture d'un projet de commande fixé à l'article 11.1 du présent CCP, le titulaire subit une pénalité journalière égale à 5 000 (cinq mille) francs pacifique HT par jour calendaire de retard.

12.1.3.2 DOCUMENTS A REMETTRE AVANT EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard dans la remise de documents d'exécution nécessaires aux démarrage des travaux prescrits par le bon de commande, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 2 000 (deux mille) XPF HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise au RPA et démarre à l'expiration du délai prévu dans le bon de commande ou dans l'OS prescrivant le début des travaux.

12.1.3.3 DOCUMENTS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 5 000 (cinq mille) XPF HT par jour calendaire de retard.

12.1.3.4 DOCUMENTS A REMETTRE APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

Lorsque cela est demandé à l'étape 1 de la répartition des bons de commande (article 6 du présent CCP) afin que le titulaire concerné puisse en prévoir le coût, il est obligatoire pour le titulaire de fournir au maître d'œuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés à la réception des travaux.

En particulier, doivent être fournis :

- Les notes de calcul des différents ouvrages ;
- Les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques ;
- Les plans de réseaux de courants forts ;
- Les plans de réseaux de courants faibles (alarmes, télévision, téléphone, sonorisation, ...) ;
- Les notices, ainsi que les fiches techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, fiche de maintenance, feuille de paramétrage et mise en service...pour les matériels et matériaux utilisés) ;
- Les procès-verbaux, certifications, ... des équipements mis en place.

Ces documents sont à fournir en 3 exemplaires dont un reproductible. Une version informatique est demandée par le Maître de l'ouvrage.

Les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) sont uniformément présentés et scindés en lots techniques. Ils sont remis au plus tard un mois après la réception.

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 alinéas 1 à 3 du CCAG Travaux, une retenue égale à 35 800 (trente-cinq mille) XPF HT par jour calendaire est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Les documents à fournir après exécution sont dus au titre de chaque commande et sont à remettre à l'issue des prestations ; la remise de ces documents conditionne la réception.

12.2 PENALITES DIVERSES

12.2.1 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

En complément de l'article 20 du CCAG Travaux, en cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire de 17 900 (dix-sept mille neuf cent) XPF HT est appliquée par absence, à tout titulaire (ou sous-traitant) absent dûment convoqué.

Est considéré comme absent tout retard d'un représentant de plus d'une heure.

12.2.2 PENALITES RELATIVES AU NON PORT DU BADGE PROFESSIONNEL

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire de 17 900 (dix-sept mille neuf cent) XPF HT est appliquée par absence, à tout titulaire (ou sous-traitant) absent dûment convoqué. Est considéré comme absent tout retard d'un représentant de plus d'une heure.

12.2.3 PENALITE POUR SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE

Le titulaire encourt une pénalité de 360 000 (trois-cent soixante mille) XPF HT pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du RPA notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

12.2.3 INOBSERVATION DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être transmises par courrier ou par dématérialisation.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Conformément au dispositif d'alerte, si le RPA est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour répondre à la mise en demeure.

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article Lp 5611-8 du code du travail, il peut lui être appliqué une pénalité journalière de 60 000 (soixante mille) XPF HT, dans la limite de 10 % du montant de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents dans un délai de six (6) mois, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG/TVX.

12.2.4 PENALITES TECHNIQUES

Pour tout refus systématique d'une précommande, caractérisé par trois refus par semestre, le maître d'œuvre ou son représentant peut exclure le titulaire de l'étape 1 prévue à l'article 6 du présent CCP pour 3 bons de commande.

En cas de récidives multiples, le contrevenant peut se voir exclu définitivement de l'étape 0 prévue à l'article 6 du présent CCP.

Suite à deux refus de réception prononcés, le maître d'œuvre ou son représentant peut exclure le titulaire de l'étape 1 prévue à l'article 6 du présent CCP pour 3 bons de commande.

13 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1 EFFECTIFS ET MOYENS HUMAINS

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté au chantier doit être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des opérations prévues au présent accord-cadre, et respecter les délais. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations, le titulaire augmente à ses frais, en cours d'exécution, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur du lieu concerné par les travaux.

13.1.1 ENCADREMENT DU PERSONNEL

Pour chaque bon de commande, le titulaire désigne un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des clauses du présent accord-cadre. Il est le correspondant exclusif représentant le titulaire auprès du service conducteur d'opération et transmet son numéro de téléphone pour appel direct ainsi que son numéro de portable et son adresse courriel.

Cet agent informe le maître d'œuvre de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

13.1.2 TENUE ET COMPORTEMENT DES PERSONNELS

Tous les personnels devront être identifiables facilement : le nom du prestataire doit figurer de manière apparente sur la tenue vestimentaire en état correct de propreté.

Les personnels doivent avoir un comportement exempt de tous reproches et devront entre autre, respecter les règles suivantes :

- Interdiction de fumer en dehors des zones autorisées ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Consignes intérieures de sécurité et sureté de chaque site militaire.

Chaque intervenant doit être équipé des équipements de protection obligatoires (EPI).

13.2 MOYENS MATERIELS

En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations, le titulaire change ou augmente à ses frais, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le matériel affecté à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

14 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Le titulaire est réputé connaître et appliquer toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à sa mission et à l'application de sa mission.

La mission donnée au titulaire est à réaliser dans le cadre d'un devoir de résultat. Il lui appartient donc de réaliser toutes les prestations nécessaires à un parfait rendu.

Il est rappelé au titulaire son devoir de conseil au sens du code civil. Il appartient donc au titulaire d'attirer l'attention de l'acheteur en cas d'inadéquation entre la mission, ses objectifs et d'éventuelles circonstances particulières.

14.1 HORAIRES DE TRAVAIL ET REGLEMENT INTERIEUR.

Le titulaire doit se conformer :

- Aux horaires de travail des sites sur lesquels elle intervient. S'il s'avère nécessaire pour le titulaire de pratiquer d'autres horaires, il établira une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation pourra lui être refusée sans que le titulaire puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice ;
- Hormis les demandes particulières de l'acheteur, les horaires de travail du titulaire devront s'inscrire dans les créneaux horaires suivants :
 - ☐ 6h30 – 16h10 le lundi, mardi et jeudi ;
 - ☐ 6h30 – 12h30 les mercredi et vendredi ;
 - ☐ Les établissements sont normalement fermés les mercredi et vendredi après-midi.
- Aux consignes de sécurité et aux règles de circulation spécifiques en vigueur dans le site où elle intervient.

14.2 IMPLANTATION DES OUVRAGES

14.2.1 PIQUETAGE GENERAL

En cas de besoin, les indications nécessaires à ce piquetage général seront précisées sur chaque bon de commande.

Il sera fait contradictoirement conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux.

14.2.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

En cas de besoin, les indications nécessaires à ce piquetage spécial seront précisées sur chaque bon de commande.

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à réaliser sera effectué en même temps que le piquetage général dans les conditions 27.3 du CCAG Travaux.

14.1 PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation aux dispositions des articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque bon de commande.

Toutefois, pour les commandes supérieures à 3 579 952 XPF HT soit (30 000 € HT) la période de préparation est au minimum d'un mois.

14.2 PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAIL

Avant le début des travaux et pendant la période des travaux, le titulaire doit effectuer tous les relevés nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par Le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre / d'ouvrage et du contrôleur technique. Celui-ci doit les renvoyer à Le titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Ces prestations sont réputées intégrées dans les prix unitaires des travaux.

14.3 FACILITES ACCORDEES A AU TITULAIRE POUR LE(S) CHANTIER(S)

14.3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage : les installations, matériels, fluides et énergie ci-après désignés sont à la disposition du titulaire pour l'exécution des travaux dans la mesure où cela n'est pas incompatible avec les besoins opérationnels des Armées.

14.3.2 FLUIDES ET ENERGIE

Le titulaire peut en accord avec le maître d'œuvre, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître de l'ouvrage :

- Électricité : puissance 4 kVA ;
- Eau.

Les consommations d'eau et d'électricité sont à la charge du Maître d'ouvrage.

14.4 LOCAUX OCCUPES PENDANT LES TRAVAUX

14.4.1 LOCAUX ACCESSIBLES AU PUBLIC OU AUX UTILISATEURS

Lorsque les travaux doivent être exécutés dans des locaux ne pouvant être interdits d'accès au public, aux utilisateurs ou à toutes personnes étrangères aux travaux, des mesures d'isolement et protection sont prises selon l'indication du maître d'œuvre.

14.4.2 LOCAUX MAINTENUS EN SERVICE

Toutes les précautions sont prises, par le titulaire, pour limiter au maximum les nuisances (bruits et poussières) aux locaux mitoyens ou proches conservés en service.

Dans l'hypothèse où il est nécessaire de procéder à l'évacuation du mobilier, les enlèvements et remises en place sont effectués, après accord préalable du maître d'œuvre, par les agents de l'administration.

14.4.3 LOCAUX COMPORTANT DES EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS CONSERVES EN PLACE

Dans le cas où certains mobiliers ou équipements sont, de par leur volume, poids ou destination, laissés en place, Le titulaire doit leur protection par toiles, complétées s'il y a lieu de protection mécanique (type contre-plaqué) ou de bâches dans le cas de risques de projections d'eau, de peintures ou de produits divers. De même dans le cas de sols en moquette, de sols fragiles ou précieux (notamment marbres et parquets).

14.4.4 LOCAUX ACCESSIBLES A CERTAINES HEURES OU CERTAINS JOURS SEULEMENT

Les restrictions d'accès sont notifiées au titulaire par le maître d'œuvre ou son représentant.

14.5 INSTALLATIONS REALISEES PAR LE TITULAIRE OU LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les installations de chantier et les installations propres aux personnels du titulaire sont définies avec le maître d'œuvre durant la période de préparation du chantier.

14.5.1 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

Il est, d'autre part, stipulée, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de Le titulaire ne seront pas démontées et les lieux remis en état, Le titulaire restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

14.5.2 DEBLAIS, STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES GRAVATS ET DECHETS

Chaque titulaire assure les nettoyages consécutifs à ses interventions et l'évacuation de ses gravats et déchets. En outre, sur simple décision avec notification portée au compte rendu de chantier, le Maître d'œuvre peut faire réaliser par le titulaire les nettoyages qu'il juge nécessaires.

Les gravois de démolition ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique à toute distance et par tous moyens. Le titulaire fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge. Chargement par tous les moyens inclus. En outre, le titulaire s'engage à respecter les filières de traitement des déchets conformément à la réglementation en vigueur à la date de passation de la commande concernée sans prétendre à indemnisation au titre du présent marché.

14.5.3 SIGNALISATION DES CHANTIERS

La signalisation des emprises de chantiers et les installations de chantier sont à la charge du titulaire.

14.6 UTILISATION DES VOIRIES ET POLICE D'ACCES AU CHANTIER

Si nécessaire et avant le début des travaux un état des lieux de voiries desservant le chantier est effectué et fera l'objet d'un procès-verbal. Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, en cas de dégradation, la remise en état de la voie publique est entièrement à la charge de Le titulaire, en assimilant les voies du domaine militaire aux voies publiques.

Lorsque depuis l'entrée du quartier, la route menant au chantier du présent accord cadre est aussi utilisée par d'autres véhicules civils ou militaires, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les accidents de la circulation.

La police du chantier incombe au titulaire.

14.7 INTERVENTIONS SUR L'INSTALLATION ELECTRIQUE

Les personnels du titulaire (et ceux de ses sous-traitants éventuels) chargés d'intervenir sur les installations électriques doivent :

- Détenir la NFC 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention ;
- Être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification ;
- Procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

14.8 EMPLOI D'EXPLOSIFS

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG Travaux, l'emploi des explosifs est interdit.

14.9 MESURES D'ORDRE SOCIAL – TRAVAIL DISSIMULE - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre à bons de commande, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

14.9.1 INSPECTION DU TRAVAIL

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75015 PARIS CEDEX

14.10 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE

Les mesures particulières ci-après, concernant la sécurité et la protection de la santé, sont à prendre par le titulaire.

14.10.1 LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les installations pour le personnel du titulaire (ou de son sous-traitant) sont à charge du titulaire (ou de son sous-traitant).

14.10.2 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (SPS)

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure.

Ces dispositions figurent dans :

- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense en annexe du présent CCP.

Le titulaire s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

L'attention du titulaire est attirée sur les dispositions particulières spécifiques relatives aux mesures de prévention. Le maître d'œuvre peut faire ponctuellement appel à un coordonnateur SPS rémunéré

directement par la maîtrise d'ouvrage (chantier clos et indépendants avec plusieurs entreprises ou chantiers classés « dangereux ») ou dans les autres cas, au bureau prévention de l'organisme en travaux.

Les prestataires intervenants (sous-traitants compris) fournissent alors au service de prévention les renseignements prévus par le 3° de l'article R.4532.38 à R.4532.41 du code du travail.

14.11 MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE

14.11.1 TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS - PERMIS DE FEU.

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc. ..., le titulaire de l'accord cadre doit obtenir au préalable l'autorisation de l'officier incendie qui lui délivre un permis de feu.

Pour ce faire, le titulaire lui fournit une fiche indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- Les moyens de prévention prises contre les risques d'incendie,
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier considéré.

L'absence de permis de feu justifie l'interdiction par le maître d'œuvre de toute intervention avec source de chaleur.

Le titulaire doit obligatoirement effectuer une ronde deux heures après tous les travaux par points chauds.

14.11.2 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Le titulaire du présent marché doit assurer à ses frais et sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie ; elles comportent la présence obligatoire sur ses chantiers :

- D'un extincteur efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés,
- D'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

De plus, le titulaire doit désigner nominativement pour chacun de ses chantiers un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage, de chalumeaux ou autre équipement.

14.12 ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

14.13 DEVELOPPEMENT DURABLE

Tout chantier génère des impacts et nuisances sur l'environnement : production de déchets (non dangereux, dangereux et inertes), atteinte à la biodiversité, bruit, poussière, consommation d'énergie...

Face à ce constat, la Direction d'infrastructure de la défense de Papeete demande à tous les acteurs du présent marché de trouver des solutions pratiques à mettre en œuvre et définir des prescriptions simples pour limiter l'impact sur l'environnement conformément à la réglementation, tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles.

Cette charte « Chantier Responsable » est une démarche participative et partagée. Elle permet à tous d'avoir les mêmes objectifs :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge,
- Limiter les impacts sur la biodiversité et, d'une manière plus générale, sur les milieux,
- Avoir un document de référence soutenu par l'ensemble de la profession (entreprises, bureaux d'étude, maîtres d'œuvre, conducteurs d'opération...) et des maîtres d'ouvrage.

Ainsi, pour la mise en œuvre de bonnes pratiques dès le début du chantier jusqu'à la fin de ce dernier (phase de repli), la DID Papeete demande au titulaire :

- d'identifier un référent pour cette démarche de chantier responsable ;
- de présenter à la remise de son offre, tout justificatif démontrant la mise en œuvre des dispositions mentionnées ;
- de poursuivre son engagement au cours de l'exécution du présent marché, et de le justifier par tout moyen.

En cas d'absence de démarche responsable significative, l'acheteur peut résilier le marché conformément au CCAG de référence.

15 CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

15.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCP sont à la charge du titulaire. Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage. Dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par Le titulaire.

15.2 RECEPTION

15.2.1 RECEPTION DES TRAVAUX OBJETS DES BONS DE COMMANDE

Pour les bons de commande aux quantités réellement exécutées, un constat de quantité est établi entre le titulaire et le maître d'œuvre à la fin des travaux.

15.2.1.1 BON DE COMMANDE INFERIEUR OU EGAL A VINGT-CINQ-MILLE EUROS HORS TAXES (3 000 000 XPF H.T.)

Par dérogation aux articles 41 et 42 du C.C.A.G Travaux, la procédure de réception n'aura pas lieu. Elle sera remplacée par la certification du bon de commande correspondant à la prestation à réaliser. En cas d'application de pénalités, le montant de celles-ci sera indiqué sur le bon de commande correspondant. Le mandatement des sommes dues vaut notification de la réception et sa date d'effet est celle de la facture. Toute facture (ou mémoire) reçue avant achèvement des travaux est donc retournée au titulaire pour un nouvel envoi en temps opportun.

15.2.1.2 BON DE COMMANDE SUPERIEUR A VINGT-CINQ-MILLE EUROS HORS TAXES (3 000 000 XPF H.T.)

Les stipulations du C.C.A.G sont applicables : le procès-verbal des opérations préalables, les propositions du représentant du maître d'œuvre et la décision de réception faisant toutefois l'objet d'une notification unique, par dérogation aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G. Travaux.

15.2.1.3 REFUS DE RECEPTION

En cas de refus de réception, le titulaire s'expose aux pénalités techniques prévues par l'article 12.2.4 du présent CCP.

15.2.2 RECEPTION DE L'ACCORD CADRE

A l'issue du délai contractuel d'exécution, dernière période reconduite comprise en cas de reconduction, la réception de l'accord cadre est rendue effective par la signature conjointe du titulaire et de l'acheteur, du décompte général définitif de l'accord cadre.

15.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents à fournir après exécution sont présentés selon les modalités définies à l'article 4 du présent CCP.

Les délais de remise de ces documents sont fixés selon les termes de l'article 40 du CCAG Travaux. A défaut les pénalités prévues au 12.1.3.4 du présent CCP seront appliquées.

16 RESPONSABILITES ET ASSURANCE

16.1 GARANTIES CONTRACTUELLES

16.1.1 DELAIS DE GARANTIE

Les délais de garanties sont prévus conformément aux articles 1792 du code civil et 44 du CCAG Travaux.

Le titulaire de l'accord-cadre est notamment tenu par l'obligation de parfait achèvement pendant un an, pour chaque réception de prestation, dans les conditions prévues à l'article 44.1 du CCAG- Travaux.

16.1.2 GARANTIES PARTICULIERES DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Le titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant le délai fixé, la tenue de ces matériaux et fournitures n'est pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande, par les matériaux et fournitures désignés par le Maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il doit être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

16.1.3 APPEL EN GARANTIE

Le titulaire peut être appelé en garantie par le Maître de l'ouvrage pour tout dommage aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent accord-cadre à bons de commande, même après avoir prononcé la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception. Si les dommages sont apparents et connus avant l'établissement du décompte général, ils peuvent faire l'objet d'une estimation chiffrée et être retenus sur le solde du présent accord-cadre à bons de commande sans préjudice d'éventuels appels en garantie.

16.1.4 DEFAUT A CARACTERE SYSTEMATIQUE

S'il apparaît un défaut présentant un caractère systématique, ne permettant pas au matériel de satisfaire aux spécifications techniques contractuelles, le titulaire s'engage à procéder, dans le cadre de la garantie, à la mise à hauteur de la totalité des matériels.

Les modalités d'intervention sont arrêtées en accord avec le titulaire.

16.2 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les éventuels cotraitants et sous-traitants désignés au marché doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances ci-après.

Pour justifier de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent en outre adresser ces attestations au Maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du Maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

16.2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PENDANT ET APRES TRAVAUX

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance, portant mention de l'étendue de la garantie, destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

16.2.2 ASSURANCE DE GARANTIE

Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et par l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

16.2.3 DISPOSITIONS DIVERSES

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulte éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit sont intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui sont dues au titre de son accord-cadre à bons de commande.

De même le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

16.2.4 SINISTRES

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne peut s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne peut s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

17 MISE EN DEMEURE

Dans le cas de prestations non conformes, l'acheteur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans le délai indiqué dans la lettre de mise en demeure. Pour les cas d'urgence, ce délai peut être inférieur à 15 jours conformément à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une prestation normale, l'acheteur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'appliquent par simple constat de l'acheteur de la non-conformité des prestations. Elles continuent à courir après la mise en demeure.

18 RESILIATION

18.1 RESILIATION POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS LEGALES

En application des articles R.2144-1 à -7 du code de la commande publique, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code précité ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail conformément aux articles précédemment cités, peut entraîner, par décision de l'acheteur, aux frais et risques du déclarant, les sanctions suivantes :

- La reprise en régie des prestations prévues à l'accord-cadre à bons de commande,
- La résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, suivie ou non de la passation d'un autre accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

18.2 AUTRES CAS DE RESILIATION

Il est fait application des articles 49, 50 et 51 du CCAG Travaux.

Lorsqu'un titulaire est exclu définitivement de l'étape 0 prévue à l'article 6 par le maître d'œuvre, l'acheteur peut résilier de plein droit avec celui-ci sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation avec un des titulaires n'emporte pas la résiliation de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 0 concernant la révision des prix, si l'augmentation des prix est supérieure à 5 % l'acheteur se réserve le droit de résilier la part non exécutée de l'accord-cadre. La résiliation avec un des titulaires n'emporte pas la résiliation de l'accord-cadre.

18.2.1 EFFETS DE LA RESILIATION

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations réalisées avant son entrée en vigueur.

Lorsque le Maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations réalisées et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui peut éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu en obtenir pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

Les titulaires de rang inférieur dans le classement initial de l'accord-cadre progressent d'un rang, le nouveau classement ainsi formé annule et remplace l'ancien pour les étapes de l'article 6.

18.2.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA DEFAILLANCE DU MANDATAIRE D'UN GROUPEMENT CONJOINT

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG travaux, lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- De prononcer la résiliation pour faute de la totalité de l'accord-cadre à bons de commande ;
- De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19 MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié dans les conditions prévues aux articles 2194-1 à -9 du code de la commande publique.

À tout moment, l'acheteur peut demander le chiffrage de prestations hors BPU devenues nécessaires dans les conditions de l'article 9.3 du présent CCP.

Ces références sont incorporées au BPU du lot correspondant par modification du contrat.

Cette faculté ne modifie pas le montant du contrat.

20 REGLEMENT DES LITIGES

Toute contestation survenant entre l'administration et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l'acheteur du marché.

L'administration et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les petites et moyennes entreprises pourront également solliciter la mission PME du ministère des armées : minarm.mediateur-entreprises.fct@intra.def.gouv.fr.

En dernier ressort, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire.

21 CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)

La DID de PAPEETE peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de la DID de PAPEETE qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire à l'acheteur, le Directeur d'Infrastructure de la Défense de PAPEETE.

22 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

22.1 DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Le présent CCP déroge partiellement au CCAG-Travaux en ses articles ci-dessous énoncés :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé
Art. 5.2	Article 3.1
Art. 5.2.1	Article 3.8.2
Art. 8	Article 4.1
Art. 9.3	Article 14.5
Art. 9.4.1	Articles 10.2 et 12
Art. 9.4.2	Article 12.1
Art. 9.6	Article 10.5
Art. 11.5	Articles 18.2.1 et 53.1.1
Art. 12.1	Article 19
Art. 12.1.1	Article 19.2
Art. 14.1	Articles 28.1 et 28.2
Art. 14.6	Article 34.1
Art. 14.8	Article 31.11
Art. 15.2.1.1	Articles 41 et 42
Art. 15.2.1.2	Article 41
Art. 18.2.2	Articles 52.7.2 et 52.7.3